

N° DP 24/28

DECISION DU PRESIDENT

PAM DE SAINT-MANDRIER CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE 4 MOIS AVEC L'ENTREPRISE FRANCE MARINE APPLICATION - MISE A DISPOSITION DU LOCAL "PARACHUTE" - HOTEL D'ENTREPRISES SAINTE-SOPHIE

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU les statuts de la Métropole,

VU le Document Hypothécaire Normalisé relatif à l'acquisition de la zone Sud de l'ex B.A.N. de Saint-Mandrier signé le 5 décembre 2007 entre l'Etat (Ministère de la Défense), la Préfecture du Var, la Trésorerie Générale du Var et la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 15/11/174 du Conseil Communautaire du 5 novembre 2015 adoptant la dernière version du règlement intérieur du Parc d'Activités Marines,

VU la délibération n° 19/05/163 du Conseil Métropolitain du 23 mai 2019 adoptant les tarifs nominaux constituant les redevances et les loyers des locaux du Parc à effet au 1^{er} septembre 2019,

VU le projet de convention d'occupation temporaire ci annexé,

CONSIDERANT que l'entreprise FRANCE MARINE APPLICATION, bénéficiaire d'un bail à loyers pour des locaux implantés dans l'Hôtel d'Entreprises Sainte-Sophie, souhaite disposer d'une zone de stockage couverte pour une durée de 4 mois et que la plateforme multi-services ne répond pas à son besoin,

CONSIDERANT qu'elle s'est déclarée preneuse du rez-de-chaussée du local « parachute », d'une surface de 116,60 m², situé au rez-de-chaussée de l'aile Ouest de l'Hôtel d'Entreprises Sainte-Sophie, à proximité immédiate de ses locaux,

CONSIDERANT que le local « parachute » présente des caractéristiques en totale adéquation avec les besoins de l'entreprise et qu'il est disponible pour la durée souhaitée,

CONSIDERANT que FRANCE MARINE APPLICATION est à jour du paiement des loyers et accessoires pour les locaux quelle occupe déjà dans l'Hôtel d'Entreprises Sainte-Sophie sur le Parc d'Activités Marines de Saint-Mandrier,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER avec l'entreprise FRANCE MARINE APPLICATION, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro d'immatriculation 444 131 734 R.C.S. Toulon, dont le siège social est situé Parc d'Activités Marines, Quai Jean Jaurès, 83430 Saint-Mandrier-sur-Mer, une convention d'occupation temporaire pour la mise à disposition du rez-de-chaussée du local dit « parachute », situé dans l'aile Ouest de l'Hôtel d'Entreprises Sainte-Sophie sur le Parc d'Activités Marines de Saint-Mandrier, pour une durée de 4 mois à compter du 1^{er} février 2024, et dans les conditions qui y sont définies, moyennant le versement :

- d'un dépôt de garantie de 294,61 € correspondant à 15 jours de redevance mensuelle hors taxes, non productif d'intérêts,
- d'une redevance mensuelle de 589,22 € HT, soumis à TVA (116,60 m² à 60,64 HT/an/m²), que le bénéficiaire s'oblige à payer à la Métropole TPM ou pour lui à son mandataire, porteur de ses pouvoirs et titres, d'avance le premier de chaque mois, à compter du 1^{er} février 2024 et jusqu'au terme de la convention.

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits sont versés au budget annexe PAM Saint-Mandrier, opération n° 700002.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **26 JAN. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



405 PAL 31

**PARC D'ACTIVITES MARINES DE SAINT MANDRIER
HÔTEL D'ENTREPRISES SAINTE-SOPHIE**

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UNE PARTIE DU LOCAL
DIT « PARACHUTE »**

Entre les soussignés :

La Métropole Toulon-Provence-Méditerranée

dont le siège est situé 107, avenue Henri Fabre, CS 30536, 83 041 Toulon Cedex 9
Immatriculée sous le numéro de SIRET 248 300 543.

Dûment représentée aux fins des présentes par son Président, Monsieur Jean-Pierre
GIRAN, autorisé en application de la DP n° du

**Ci-après dénommée "la Métropole",
D'une part,**

Et :

La société FRANCE MARINE APPLICATION

S.A.R.L. au Capital Social de 7 622,45 €,

Inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro d'immatriculation
444 131 734 R.C.S. Toulon, dont le siège social est situé Parc d'Activités Marines de
Saint-Mandrier, Quai Jean Jaurès, 83430 SAINT-MANDRIER-SUR-MER.

Dûment représentée aux fins des présentes par Monsieur François VERVACKE,
En sa qualité de Gérant, habilité à l'effet des présentes.

**Ci-après dénommé "le bénéficiaire",
D'autre part.**

Préalablement, il est exposé ce qui suit :

Au sein du Parc d'Activités Marines de Saint-Mandrier, le local dit « parachute » situé dans l'aile Ouest de l'Hôtel d'Entreprises Sainte-Sophie, présente toutes les caractéristiques essentielles de locaux à usage de stockage, susceptible d'accueillir des entreprises.

Ce local peut, en effet, servir à des entreprises qui souhaitent disposer, pendant une période ponctuelle, d'une zone de stockage couverte.

L'entreprise FRANCE MARINE APPLICATION (FMA), bénéficiaire d'un bail à loyers pour des locaux implantés dans l'Hôtel d'Entreprises Sainte-Sophie, à proximité immédiate de ce local, souhaite disposer d'une zone de stockage couverte pour une durée de 4 mois. La plateforme multi-services ne répondant pas à son besoin, il lui est proposé la présente convention d'occupation temporaire du rez-de-chaussée du local « parachute » pour une période de 4 mois à compter du 1^{er} février 2024.

FMA, ayant la qualité d'occupant à titre précaire pour ce local, ne pourra en aucun cas revendiquer le bénéfice des dispositions du statut des baux commerciaux tel qu'il résulte des articles L.145-1 du code de commerce et des articles 23-1 et suivants du décret du 30 septembre 1953 ou des textes subséquents.

Les parties ont expressément convenu que d'une part, le caractère dérogatoire et précaire de cette convention est pleinement justifié, et que d'autre part l'occupation devra se faire dans le respect total de la réglementation générale liée au site, laquelle comprend notamment le règlement intérieur du « Parc d'Activités Marines » de Saint-Mandrier de même que les réglementations, décisions et/ou prescriptions imposées par l'Etat.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

TITRE I – OBJET, DESCRIPTION DES BIENS ET DUREE DE L'AUTORISATION

Article 1 - Objet

Par cette convention, TPM autorise le bénéficiaire à occuper temporairement le local désigné ci-après, situé sur le Parc d'Activités Marines de Saint-Mandrier et destiné à des fins de stockage.

Article 2 – Description du domaine public mis à disposition

Le bénéficiaire est autorisé à occuper, dans les conditions fixées par la présente convention, le rez-de-chaussée du local dit « parachute » d'une surface de 116,60 m², exempt de terre-plein, situé dans l'aile Ouest de l'Hôtel d'Entreprises Sainte-Sophie et ses dépendances (voies de circulation, aires de stationnement).

Le plan du local est annexé à la présente convention (annexe 1).

Article 3 – Durée et date de prise d'effet

L'autorisation d'occupation temporaire est accordée pour une durée de 4 mois à compter du 1^{er} février 2024.

La présente convention étant consentie à titre temporaire, à l'issue de cette durée, le bénéficiaire s'engage à avoir libéré les locaux.

La société FMA n'est en aucun cas bénéficiaire d'un droit à renouvellement au sens de la présente convention.

Si, contre toute attente, il se maintenait dans les lieux, il devrait être considéré comme occupant sans droit ni titre et son expulsion aurait lieu en vertu d'une ordonnance de référé rendue par Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance, exécutoire par provision et sans caution nonobstant opposition ou appel.

Toutefois, les parties pourront à tout instant mettre fin à la présente convention selon les dispositions de l'article 17-2.

TITRE II – ENGAGEMENTS DE TPM

Article 4- Eau, électricité

Le local n'est alimenté ni en eau, ni en électricité.

Aucuns travaux de raccordement ne sont, ni prévus par la Métropole dans le cadre de futurs travaux de réhabilitation du bâtiment, ni envisagés par le preneur pendant la durée de l'occupation.

Article 5 – Réparations et aménagements

Les parties conviennent expressément que pendant la durée de la présente convention, la Métropole ne prendra à sa charge que les réparations devant

intervenir sur le clos couvert, le bénéficiaire étant tenu à l'entretien journalier des lieux mis à disposition.

Aucun aménagement intérieur et aucun travaux lourds pouvant impacter la structure du bâti n'est autorisé pendant la durée de la présente convention.

Si toutefois des réparations devaient résulter des aménagements auxquels le bénéficiaire aurait procédé sans autorisation, elles resteront à sa charge.

TITRE III – DROITS ET OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire devra occuper les lieux loués paisiblement, en vertu des dispositions des articles 17-28 et 17-29 du code civil.

Article 6 – Respect des prescriptions légales et réglementaires

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes mesures nécessaires pour mettre en sûreté les lieux faisant l'objet de la présente convention. Il s'assurera qu'aucune activité entreprise dans le local dont il a la responsabilité n'est contraire aux intérêts de la Défense Nationale.

Il s'engage à respecter les prescriptions légales et réglementaires s'appliquant ou qui viendraient à s'appliquer sur les ouvrages, constructions et installations du lot occupé. Il est entendu que ceux-ci devront être conformes à la destination définie à l'article 1^{er} de la convention.

Enfin, le bénéficiaire s'engage à respecter le règlement intérieur du parc d'activités de Saint-Mandrier (annexe 2).

Article 7 – Etat des lieux, entretien et jouissance

7.1- Etat des lieux

Le bénéficiaire prend le local en l'état sans pouvoir élever aucune contestation après la signature de la présente convention. Il déclare connaître parfaitement les lieux mis à disposition pour les avoir préalablement visités.

Un état des lieux contradictoire à l'entrée en jouissance et à la sortie sera dressé entre La Métropole et le bénéficiaire.

7.2- Entretien et jouissance

Le bénéficiaire devra jouir des locaux mis à sa disposition par ladite convention en bon père de famille pendant toute la durée de l'occupation, suivant la destination indiquée à l'article 1.

Il ne pourra en aucun cas emmagasiner ou entreposer dans quelque partie que ce soit des lieux loués, des marchandises ou objets susceptibles d'une part, de dégager des exhalations et odeurs malsaines ou désagréables, et d'autre part, de présenter des risques sérieux de quelque nature que ce soit, et plus particulièrement d'incendie.

Si toutefois les conditions d'exercice de l'activité du bénéficiaire devaient entraîner une aggravation du risque et de ce fait une augmentation des primes d'assurance contre l'incendie, la société FMA devra rembourser à la Métropole la majoration réclamée par l'organisme assureur en raison de ce risque.

Par ailleurs, le bénéficiaire devra prévenir immédiatement TPM en cas d'atteinte portée à la propriété ou de dégradations et détériorations qui viendraient à se produire dans l'enceinte des locaux loués.

Les abords des installations doivent être maintenus en parfait état de propreté par le bénéficiaire à qui il incombera de réparer tous les désordres et dégradations occasionnés de son fait sur ces installations.

Le bénéficiaire devra laisser libre la voie de circulation autour de l'Hôtel d'Entreprises Sainte-Sophie, sur laquelle donne son local.

Article 8 – Cession du titre d'occupation

La présente autorisation est consentie au bénéficiaire à titre strictement personnel, celui-ci ne peut en aucun cas et sous aucun prétexte, céder son droit à la présente convention, ni sous-louer en tout ou partie du local mis à sa disposition par la Métropole.

Toutefois, si tel était le cas, la convention serait résiliée de plein droit sans qu'il soit nécessaire d'appliquer les dispositions de l'article 17-2.

Article 9 – Exploitation et destination des biens occupés

Le bénéficiaire s'engage à faire du bien occupé un usage conforme à la destination des lieux telle que prévue dans la présente convention.

Les parties ayant, d'un commun accord, entendu déroger aux dispositions du décret susvisé du 30 septembre 1953 modifié, le bénéficiaire ne pourra, sous aucun prétexte, se prévaloir des dispositions des articles 34 et suivants de ce décret pour adjoindre à l'activité prévue ci-dessus des activités connexes ou complémentaires ou signifier au bailleur une demande aux fins d'être autorisé à exercer dans les lieux loués une ou plusieurs activités différentes de celle prévue à la convention.

Par ailleurs, il s'oblige également à respecter les contraintes environnementales et techniques dans l'exercice de son activité.

Article 10 – Travaux et modifications

Le bénéficiaire s'engage à ne procéder à aucune modification des lieux mis à sa disposition par ladite convention, ce qui implique qu'aucune construction, démolition, aucun percement de murs, cloisons ou planchers, ni aucun changement de distribution ne devront être effectués.

Le bénéficiaire est tenu d'informer la Métropole sur la nécessité pour lui de réaliser des aménagements spécifiques afin de se mettre en conformité avec les dispositions du code du travail régissant son activité. En cas d'inobservation de ces dispositions, le bailleur se réserve le droit d'exiger le rétablissement immédiat des lieux loués dans leur état d'origine aux frais de l'occupant, sans préjudice de la réparation des dommages éventuellement provoqués à cette occasion.

Article 11 – Visite des lieux, remise des clés et garnissement

11.1- Visite des lieux

Le local « parachute » devant faire l'objet de travaux d'aménagement dans le cadre d'une opération globale de réhabilitation de locaux de l'Hôtel d'Entreprises Sainte-Sophie qui sera initiée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans le courant de l'année 2024, le bénéficiaire doit autoriser la Métropole, son représentant, son architecte ou tous entrepreneurs et ouvriers, à pénétrer dans les lieux loués pour constater leur état, dès lors que la Métropole le juge à propos.

11.2- Remise des clés

Le bénéficiaire doit restituer les clés des locaux mises à sa disposition au jour du terme de sa convention ou le jour du déménagement si celui-ci le précède, nonobstant tout prétendu délai de faveur, d'usage ou de tolérance.

La remise des clés ou leur acceptation par la Métropole ne prive en aucun cas celui-ci de son droit d'exiger du bénéficiaire le paiement du montant des réparations de toute nature dont ce dernier est tenu en vertu des dispositions de la présente convention ainsi que de la législation en vigueur.

11.3- Garnissement

Le bénéficiaire s'engage à maintenir les lieux loués constamment garnis d'objets mobiliers, de matériel et, le cas échéant, de marchandises en quantité et valeur suffisantes pour répondre en tout temps du paiement des redevances et charges et de l'exécution des conditions de la présente convention.

TITRE IV – RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Article 12 – Responsabilités pour dommage de toutes natures

Le bénéficiaire supporte les conséquences des dommages de toute nature pouvant survenir, à lui-même, à ses personnels, à ses biens ou à ceux qui lui sont confiés.

Pour ces dommages, le bénéficiaire renonce et fait renoncer ses assureurs à tout recours contre la Métropole et ses assureurs.

Article 13 – Assurances

En vertu des obligations résultant du droit commun et de la présente convention, le bénéficiaire devra souscrire les assurances garantissant les risques contre l'incendie, les explosions, la foudre, le bris de glaces et les dégâts des eaux, à une compagnie notoirement solvable, ses mobiliers, matériel, marchandises et glaces, ainsi que les risques locatifs et le recours des voisins.

Il devra payer les primes ou cotisations afférentes et en justifier auprès de TPM à toute réquisition de sa part.

Le bénéficiaire prendra l'initiative de réajuster les garanties souscrites de telle sorte que les risques soient toujours intégralement assurés.

Il s'engage à communiquer à la Métropole les attestations d'assurance correspondantes dans les trente jours suivant la date de prise de possession des lieux

mis à disposition, ainsi que les certificats annuels de visite de conformité des installations délivrés par un organisme ou bureau de contrôle agréé.

Le bénéficiaire devra en outre produire, à tout moment, sur simple demande de la Métropole, les polices et attestations d'assurance justifiant du paiement des primes afférentes.

Le défaut d'assurance ou l'absence de communication de ces documents pourra entraîner la résiliation de la convention sur lettre simple.

Les polices d'assurances doivent obligatoirement stipuler :

- que le titulaire renonce et fait renoncer ses assureurs à tous recours contre la Métropole et ses assureurs et qu'elles les garantissent contre toute action de quelque sorte que ce soit qui serait engagée contre ces derniers dans les conditions énoncées ci-dessus,
- que les assureurs ont pris connaissance de la présente convention,
- que les assureurs doivent aviser la Métropole de toutes suspensions, limitations, réductions ou résiliations de garanties et ne peuvent se prévaloir de la déchéance des titulaires que 30 jours francs après qu'elle a été notifiée à la Métropole par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 14 – Non responsabilité de la Métropole

La Métropole ne garantissant pas le bénéficiaire, décline toute responsabilité dans les cas :

- de vol, cambriolage ou autres actes délictueux et généralement de troubles apportés par des tiers par voie de fait,
- où les lieux loués seraient inondés ou envahis par les eaux pluviales ou autres, écoulement par chéneaux, parties vitrées, ...

TITRE V – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 – Redevances

La présente convention d'occupation est consentie et acceptée moyennant une **redevance mensuelle** d'occupation hors charges de **589,22 € hors T.V.A.** (116,60 m² à 60,64 € HT/m²/an) valeur établie selon l'indice INSEE des loyers commerciaux (ILC) du 3^{ème} trimestre 2023 d'une valeur de 133,66 points publié le 20/12/2023.

La redevance sera soumise à la TVA que le bénéficiaire s'engage à acquitter au taux légal en vigueur en sus du loyer principal aux mêmes époques que celui ci.

La redevance est due à compter du 01^{er} février 2024 et jusqu'au terme de l'occupation.

Les redevances sont payables sans délai sur présentation du titre de recette exécutoire, par chèque ou virement à l'ordre du Trésor public.

Le défaut de paiement des redevances dès le premier mois, entraînera la résiliation immédiate de la présente convention.

Compte-tenu de la durée d'occupation, le local n'est soumis ni à la refacturation des charges locatives annuelles, ni à celle des impôts et taxes de quelque nature.

Article 16 – Dépôt de garantie

Le dépôt de garantie a été fixé à la somme de **294,61 € (deux cent quatre-vingt-quatorze euros et 61 cts)**, correspondant à 15 jours de redevance hors taxes et hors charges non productif d'intérêt. Le dépôt de garantie sera versé dans un délai d'un mois après la prise d'effet de la convention. Il sera, le cas échéant, ajusté à chaque évolution des surfaces occupées.

Le dépôt de garantie sera remboursé au départ du preneur après remise des clés et justification du paiement de toutes les sommes dues par lui à la Métropole.

TITRE VI – FIN DE LA CONVENTION ET MODIFICATION

Article 17 – Fin de la convention

17-1 Arrivée du terme

La convention est prévue pour une durée de 4 mois à compter du 1^{er} février 2024.

Elle pourra être renouvelée pour une nouvelle période de 1 mois, soit jusqu'au 30 juin 2024, sur demande du bénéficiaire au moins un mois avant la fin de la durée initiale fixée au 31 mai 2024. L'occupation ne pourra toutefois se poursuivre au-delà du 30 juin 2024.

17- 2 Résiliation et congés

Outre les motifs de résiliation pour raisons contractuelles (non-respect des conditions de la présente), les parties pourront, si elles le souhaitent et sans motivation, décider de mettre un terme à tout instant à la présente convention sous réserve de respecter un préavis de 15 jours.

Article 18– Modification

Le bénéficiaire s'engage à informer la Métropole de toute modification statutaire le concernant qui interviendrait pendant la durée de la présente convention (modification de la répartition de son capital, prise de contrôle, changement de siège social, cession de l'activité).

Le bénéficiaire s'engage à justifier de sa nouvelle adresse par la remise d'un extrait K-bis à TPM dans un délai d'un mois après son départ.

TITRE VII – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 19 – Litiges

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige intervenant dans le cadre de la présente convention.

A défaut de règlement amiable le litige sera porté devant la juridiction compétente.

Article 20 – Règlementation applicable

De convention expresse entre les parties, les dispositions législatives et réglementaires relatives à la propriété commerciale, au fonds de commerce et au bail commercial ne pourront être invoquées.

Article 21 – Signification

Par dérogation aux dispositions du décret susvisé du 30 septembre 1953, toutes significations demandées ou autres prévues par ce décret, ne sont valablement faites qu'à la personne de TPM et à son domicile.

Article 22 – Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- Pour la Métropole en son siège,
- Pour le bénéficiaire, à l'adresse des lieux loués.

Article 23 – Annexes

A la présente convention sont annexés les documents suivants :

- le plan du local (annexe 1),
- la version actuelle du règlement intérieur du Parc d'Activités Marines (annexe 2),

Sera annexé à son établissement :

- le procès-verbal d'état des lieux d'entrée dans le local.

Les annexes font partie intégrante de la présente convention.

Fait en deux exemplaires originaux,

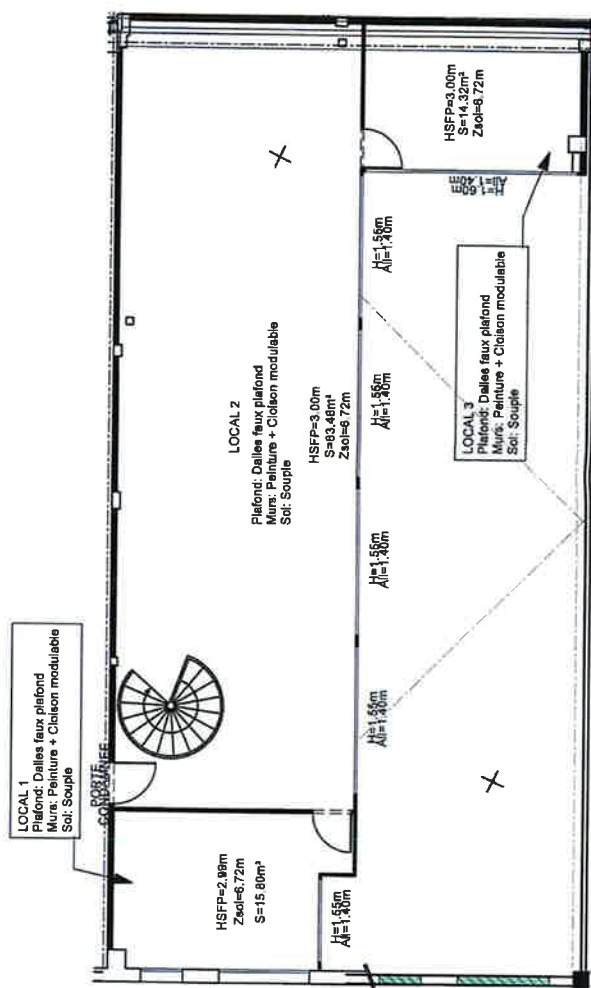
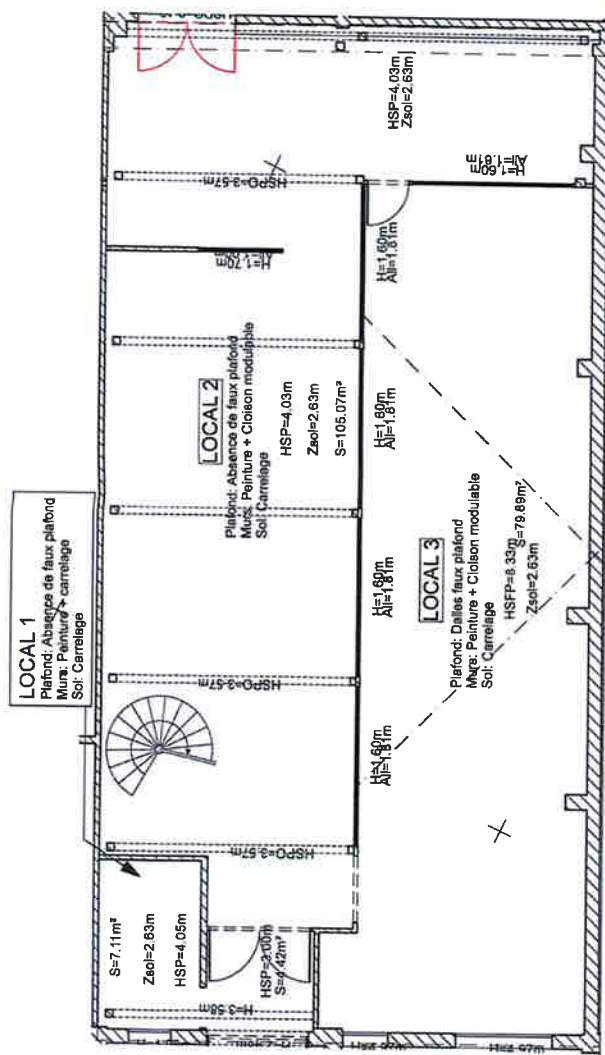
A Toulon, le

**Pour la société
FMA**

**Pour la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**François VERVACKÉ
Le Gérant**

**Jean-Pierre GIRAN
Le Président**



Objet : REHABILITATION DU HANGAR SAINTE-SOPHIE PARC D'ACTIVITES MARINES SAINT-MANDRIER SUR MER 83430		Maître d'ouvrage : Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée 107 Boulevard Henri Fabre Toulon 83000 Echelle : 1:110,80, 1:117,39A3		Maître d'œuvre : BIO-TOP INGENIERIE 29 B route du Beau Soleil Marseille 13016 Destinataire : Date : 27/07/2016 Révision :	
N° de plan : 02	Thème : EDL Zone 1			N° de projet : B37	

PARC D'ACTIVITES MARINES DE SAINT MANDRIER (PAM)

REGLEMENT INTERIEUR

PREAMBULE

Le Parc d'Activités Marines (PAM) de Saint Mandrier est une zone d'activités économiques créée par la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée sur le site de l'ancienne base d'aéronautique navale de Saint Mandrier, qui lui a été cédée par l'Etat à cette fin.

Le présent règlement intérieur est dressé dans le but de :

SECTION 1 - Désigner la composition du PAM et des lots (lots avec terrains / lots sans terrains)

SECTION 2 - Déterminer les éléments qui seront affectés à usage exclusif de chaque occupants (parties privatives) et ceux qui seront affectés à l'usage de plusieurs ou de l'ensemble des occupants (parties communes).

SECTION 3 - Déterminer et fixer les droits et obligations des occupants ou en déterminer les conditions d'exercice et d'exécution.

SECTION 4 – Déterminer les charges communes et les charges privatives des lots.

SECTION 5 - Organiser l'administration du PAM en vue de sa bonne tenue, de sa sécurité, de son entretien, et de la gestion des parties communes.

Le présent règlement complète les conventions de sous occupation, baux et conventions d'occupation précaire conclus avec chaque occupant où sont déjà prescrits de façon générale les droits et obligations des occupants, notamment en terme d'exploitation, de maintenance et d'entretien. Il en constitue une annexe.

Dans le présent règlement intérieur, le terme Propriétaire désigne la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée, dont le siège est situé 107 bd Henri Fabre à Toulon, de façon générique car il vaut à la fois pour TPM propriétaire de la partie Sud du site et TPM concessionnaire de sa partie Nord.

oooooooooooo

REGLEMENT INTERIEUR

Les dispositions du présent règlement sont obligatoires pour tous les occupants d'une partie quelconque du PAM.

Le présent règlement intérieur pourra être modifié par TPM, dans la mesure où il concerne la jouissance, l'usage et l'administration des parties communes.

Une telle modification sera notifiée par écrit aux locataires.

Le présent règlement intérieur et ses modifications, le cas échéant, constituent la loi commune à laquelle tous les occupants doivent se conformer.

Les occupants s'engagent à observer le présent règlement intérieur dont ils ont reçu un exemplaire, celui-ci est joint au bail ou à la convention d'occupation qui leur a été consenti.

L'inobservation de ces conditions donnera lieu à un avertissement.

S'il n'en était pas tenu compte, un deuxième avertissement serait donné par huissier, et s'il n'était suivi d'aucun effet, le bail ou la convention d'occupation pourra être résilié pour faute.

oooooooo

REGLEMENT INTERIEUR

SECTION 1 – Désignation du PAM et des lots.

1.1 - Situation des lieux

Le présent règlement intérieur concerne le site du Parc d'Activités Marines (PAM) à usage de technopôle orienté vers différents axes de développement économique et notamment vers les technologies marines et sous-marines, les biotechnologies, la construction et l'entretien de bateaux de grande plaisance et ses activités annexes à haute valeur ajoutée.

Ce parc d'activités est édifié sur les terrains situés :

- Parc d'Activités Marines – 83 430 SAINT MANDRIER

Les lots sont édifiés sur :

- Un terrain cadastré et arpenté n°1238L et aménagé selon le plan : SCHEMA D'AMENAGEMENT F2 de février 2013

L'entrée du Parc sera signalée par un Totem.

Pour faciliter l'accès aux différents lots il sera également mis en place à l'entrée du PAM, un panneau d'information signalisant sur le plan du site, l'implantation et l'accès des différents occupants, aux visiteurs. La mise à jour de ce panneau sera assurée par TPM.

1.2 - Composition des lieux

Les lots sont soit avec parcelle de terrains, soit sans terrain. Les lots qui sont bâtis sont constitués de hangars et/ou d'ateliers et/ou de bureaux.

A / Les hangars sont des espaces dits à portes monumentales (hauteur supérieure à 4m), et ont un accès vers la fosse de halage et le plan d'eau. Ce sont :

- hangar H1 à hangar H5
- hangar Sainte Sophie : nef centrale

Des surfaces de bureaux ou d'ateliers peuvent se situer à l'intérieur ou en bordure de ces hangars.

B/ Les ateliers sont des espaces à hauteur de portes inférieures à 3m et ont un accès pour livraison. Ce sont :

- Hangar « Gymnase »
- hangar «Pompiers »
- Hangar Sainte Sophie : ateliers en rez-de-chaussée
- Bâtiment Moteur

Des surfaces de bureaux peuvent se situer à l'intérieur de ces ateliers

C/ Les bureaux sont modulables à la demande et se situent :

- Appentis arrières aux H4 et H5
- Bâtiment des douanes (à l'arrière du H2)
- Tour de Commandement
- Hangar Sainte Sophie : étage
- Bâtiment Moteur : étage

- Bâtiment « infirmerie » (aile ouest)
- bâtiment « villa »

D/ D'autres bâtiments existant ou à construire, pourront abriter des activités de service.

E/ Le plan d'eau de la Petite rade d'une superficie de 51.000 m²

F/ Enfin une voie principale traverse l'ensemble du Parc et départage le site en une partie Nord et une partie Sud. Cette voirie dessert l'ensemble des lots.

G/ Du fait de sa configuration en enclave dans un secteur militaire en entrée de rade, l'ensemble du site est entièrement clôturé et bénéficie de portails d'accès. Le portail desservant la partie Sud est à fermeture automatique par télécommande. Les télécommandes sont mises à disposition des entreprises auprès de TPM en contrepartie du versement d'un dépôt de garantie restituable et sont sous la responsabilité des occupants pour leurs employés ou visiteurs. L'ensemble du site est une zone d'activité économique à accès réglementé.

REGLEMENT INTERIEUR

SECTION 2 - Distinction entre parties privatives et parties communes

2.1 - Définition des parties communes.

Constituent des parties communes, les parties du Parc affectées à l'usage ou à l'utilité de tous les occupants ou de plusieurs d'entre eux ; elles sont réparties différemment entre les occupants, selon qu'elles font l'objet d'un usage commun à l'ensemble des occupants ou qu'elles sont affectées à l'usage de certains d'entre eux d'après la situation des lots en cause ou l'utilité de divers éléments d'équipement et services collectifs.

Elles comprennent donc des « parties communes générales » dont l'usage indivis est réparti entre tous les lots du Parc, et des « parties communes spéciales » dont l'usage indivis est réparti entre certains lots seulement.

2.2 - Parties communes générales

Les parties communes générales affectées à l'usage ou l'utilité de tous les occupants comprennent :

- Les clôtures, haies et murs séparatifs en tant qu'ils dépendent de TPM,
- Les passages et voies de circulation pour piétons et véhicules,
- Les canalisations, gaines, conduits, et réseaux de toutes natures,
- Les tuyaux d'écoulement et de descente des eaux pluviales ainsi que des eaux et matières usées et, en général, les conduits, branchements, canalisations, lorsqu'ils sont d'utilité commune à tous les occupants, ainsi que leurs emplacements et accessoires.
- Les compteurs généraux d'eau, d'électricité, et, en général, les éléments, installations, appareils de toute nature et leurs accessoires affectés à l'usage ou à l'utilité de tous les occupants, y compris leurs emplacements sans que cette énonciation soit nécessairement limitative.

2.3 - Parties communes spéciales

Les parties communes spéciales sont celles qui sont affectées à l'usage ou à l'utilité d'un ou plusieurs occupants, sans pour autant l'être à l'usage de tous.

Il en est notamment ainsi, sans que cette énonciation soit nécessairement limitative, pour les bâtiments partagés entre plusieurs occupants, des :

- Entrées, rampes d'accès, et s'il y a lieu leurs systèmes de fermeture, appareillages et accessoires,
- Eléments qui assurent le clos, le couvert, les murs porteurs ou non,
- Halls d'entrée, ainsi que tous éléments d'équipement et d'ornementation s'y rapportant,
- Fenêtres et châssis éclairant les escaliers, couloirs, et autres parties communes même spéciales, dès lors qu'ils prennent jour sur les façades ou la toiture, les portes d'entrée du bâtiment, les portes d'entrée donnant accès aux dégagements,

2.4 - Définition des parties privatives.

Les parties privatives sont constituées de l'assiette du terrain mis à disposition de chaque occupant et des immeubles qui y sont implantés, ou s'il n'y a pas de terrain, des immeubles ou portions d'immeubles mis à disposition.

Elles comprennent notamment, sans que cette énonciation soit limitative :

- Les carrelages, dalles, revêtements de sol,
- Les plafonds,
- Les cloisons intérieures avec leurs portes,
- Les parois composites en plaques de plâtre et plinthes,
- Les portes palières, les fenêtres, les volets ou stores ainsi que leurs accessoires et, d'une façon générale, les ouvertures et vues des locaux privatifs,
- Les enduits intérieurs des murs et des cloisons, quels qu'ils soient,
- Les canalisations intérieures et raccordements particuliers, les appareillages, robinetteries et accessoires qui en dépendent,
- Les installations individuelles de climatisation à l'intérieur d'un local privatif,
- Les installations techniques propres aux occupants,
- Les installations et obligations réglementaires (notamment environnementales) liées aux activités des occupants
- Tous les accessoires des parties privatives tels que serrurerie, glaces, peintures, boiserie, et tout ce qui concourt à l'aménagement et à la décoration intérieure.

2.5 Définition des règles du plan d'eau :

Les activités du plan d'eau sont soumises aux prescriptions édictées par le commandant de la région maritime Méditerranée et à la concession d'utilisation du Domaine Public Maritime en dehors des ports du 28 janvier 2014 . Les installations du plan d'eau (pontons, fosse de halage, brise clapots) sont construites et gérées par la société bénéficiaire du sous-traité d'exploitation du plan d'eau de la Petite Rade.

2.6 Plan incliné

A titre exceptionnel, pour les bateaux dont le gabarit ne permettrait pas l'utilisation des fosses de halage, le plan incliné situé à la frontière entre les lots 2 et 3a pourra être utilisé en respectant certaines conditions. Cette utilisation est aujourd'hui limitée par la Marine Nationale à 6 manœuvres par an. C'est pourquoi l'entreprise qui souhaite en bénéficier doit obligatoirement en informer la Croix des Signaux par téléphone au 04.94.63.97.22, 48 heures avant la manœuvre.

L'entreprise demandera également à l'occupant des lots 2 et 3a, quinze jours à l'avance, de libérer pour le jour de la manœuvre l'accès au plan incliné. Il est également rappelé que le mouillage est strictement interdit dans cette zone.

REGLEMENT INTERIEUR

SECTION 3 - Droits et obligations des occupants

Le locataire utilisera les lieux dans le cadre de son activité et à l'usage exclusif précisé aux Conditions Particulières de son bail commercial ou convention ou autorisation d'occupation. La destination du lot ne doit faire l'objet d'aucun changement sans l'accord exprès et écrit du propriétaire.

Le locataire fera son affaire personnelle des autorisations qui seraient le cas échéant nécessaires à l'exercice de son activité dans les locaux loués, notamment agréments, conformité au code du travail, conformité aux règles environnementales...

3.1 - Usage des parties privatives

Chacun des occupants use et jouit librement des parties privatives comprises dans son lot, sous la condition toutefois de ne porter atteinte ni aux droits des autres occupants ni à la destination du lot.

3.1.1 - Mode d'occupation

Les locaux et lieux devront être occupés à usage professionnel, à l'exclusion de toutes autres utilisations.

3.1.2 - Troubles de voisinage

Les occupants devront veiller à ce que la tranquillité des lieux ne subisse aucun trouble, soit par eux-mêmes, soit par des personnes introduites par eux dans les lieux.

En particulier, ils devront éviter les bruits, odeurs, vibrations de quelque sorte que ce soit.

Tous leurs visiteurs devront être pris en charge à partir de l'entrée du site et accompagnés, le cas échéant, jusqu'au lot concerné. Il en sera de même pour les sorties, sous la responsabilité de l'entreprise visitée.

3.1.3 - Harmonie des lieux

Tout aménagement et/ou décoration sur les parties extérieures des bâtiments est soumis à l'approbation des Architectes des Bâtiments de France et de TPM.

ILS comprennent notamment, sans que cette énonciation soit limitative :

- le traitement de l'air (climatisation et ventilation),
- les modifications de façades (ouvertures, RAL),
- les équipements techniques.

Chaque occupant fait son affaire personnelle de la constitution et du dépôt du dossier de demande d'autorisation auprès de l'ABF. Il transmettra la réponse à TPM.

Dans un souci d'harmonie fonctionnelle et esthétique, la réalisation des clôtures de chaque lot, à charge du locataire, devra respecter des caractéristiques précises correspondant aux fiches techniques annexées au présent Règlement Intérieur et devront être préalablement visées par TPM.

Le stationnement des véhicules du personnel des différents occupants pour ceux ayant des lots avec terrains se fera à l'intérieur des lots. Pour ceux ne bénéficiant pas de terrains, des emplacements seront disponibles en pied de bâtiment ou à proximité.

3.2 - Usage des parties communes

3.2.1 - Limitations d'ordre général

Si chaque occupant peut user librement des parties communes, il ne doit pas faire obstacle aux droits des autres occupants. Nul ne pourra encombrer les parties communes et les vestibules d'entrée ne pourront en aucun cas servir de garage ou de stockage.

3.2.2 – Livraisons

Le stationnement des véhicules de livraison se fera à l'intérieur des lots pour les occupants ayant des lots avec terrains.

Pour les occupants ne bénéficiant pas de terrain, il pourra être prévu des zones de stationnement réservées aux véhicules de livraison matérialisées au sol.

Chaque occupant veille au bon stationnement des véhicules en attente de livraison de manière à permettre une circulation fluide. Le stationnement avant et après la livraison est interdit sur les aires de parking réservées aux occupants.

3.2.3 – Produits dangereux

Il est interdit d'introduire dans les bâtiments à location multiple, notamment dans les locaux, des produits dangereux (explosifs par exemple), inflammables, insalubres ou malodorants.

3.2.4 – Antennes et paraboles

L'installation d'antennes et de paraboles extérieures est interdite.

3.2.5 - Enseignes et plaques indicatrices

La pose d'enseignes, réclames, lanternes ou écriteaux quelconques sur la façade des hangars ou bâtiments ou lots, est soumise à autorisation et approbation des Architectes des Bâtiments de France et de TPM. Chaque occupant fait son affaire personnelle de la constitution et du dépôt du dossier de demande d'autorisation auprès de l'ABF. Il transmettra la réponse à TPM.

3.2.6 – Boîtes aux lettres

La pose des boîtes aux lettres se fera par TPM à l'entrée du site sur un espace dédié et réservé à proximité du panneau d'informations générales.

3.2.7 - Réparations. Entretien des choses communes

Les occupants devront supporter, sans indemnité, les travaux de réparation ou d'entretien concernant les choses communes, quelle que soit la durée des travaux, si la dégradation est du fait du ou des occupants.

La maintenance des parties communes est assurée par TPM. Cette maintenance est facturée aux occupants au prorata des surfaces utiles occupées, au titre des charges communes.

3.2.8 - Visite des locaux privatifs

Sous réserve d'un préavis de 5 jours, les occupants devront laisser visiter leurs locaux privatifs.

Cette visite peut être le fait de TPM, d'un architecte, d'entrepreneurs, de techniciens ou d'ouvriers chargés de conduire ou faire des travaux.

Il peut également s'agir d'une visite demandée par l'assureur de TPM ou d'une simple visite pour s'assurer de l'état des lieux.

Sauf impossibilité dûment justifiée, l'accès aux toitures doit toujours être autorisé à TPM.

3.2.9 - Absence prolongée

En cas d'absence prolongée, l'occupant devra en informer TPM.

3.2.10 - Portail d'entrée du site

Des portails permettent de réguler les accès aux parties du site qui le nécessitent. Un portail à ouverture automatique par télécommande sécurise la partie Sud du site.

Les télécommandes sont mises à disposition des entreprises par TPM contre le versement d'un dépôt de 35 € TTC par unité restituable. La restitution du dépôt de garantie est soumise à la restitution des appareils de télécommande en état de fonctionnement, l'entretien courant de ces appareils restant à la charge du preneur (changement de piles, réparation, ...).

Pendant la période initiale d'aménagement du site (mise en œuvre des réseaux secs et humides, dévoiement de la route principale, pose des portails), un gardien est présent à l'entrée du site du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00.

3.2.11 - Parkings et circulation

Des parkings sont disponibles dans la limite des possibilités du site pour les occupants n'ayant pas de lot de terrain et leurs visiteurs.

La vitesse sur les voies de circulation est limitée à 30 km/h pour tous les véhicules. Une signalisation routière a été mise en place sur le site (panneaux de limitation de vitesse, stop, etc...).

Chaque occupant doit faire respecter à son personnel ou à ses visiteurs, la vitesse sur les voies de circulation, et le stationnement des véhicules.

En aucun cas la responsabilité de TPM ne pourra être engagée pour tous dégâts matériels sur les véhicules stationnés sur le site.

3.2.12 – Chauffage et climatisation

Chaque locataire se charge des installations de chauffage et climatisation et de leur maintenance avec une préférence toutefois au gaz pour la production de chauffage et de climatisation. Aucun édicule en toiture et en façade ne sera autorisé sans accord préalable des Architectes des Bâtiments de France et de TPM.

3.2.13 – Responsabilités

Chaque locataire sera personnellement responsable des dégradations faites aux parties communes et de manière générale, des conséquences dommageables susceptibles de résulter d'un usage abusif des parties communes, que ce soit par son fait, par le fait des personnes dont il doit répondre ou par le fait d'un bien dont il est légalement responsable.

3.2.14 - Assurance personnelle des locataires

Chaque locataire sera tenu d'assurer dans le cadre de son activité et en ce qui concerne son lot privatif, le mobilier et le recours des voisins contre l'incendie, les accidents ou explosions et le dégât des eaux.

Il devra aussi s'assurer contre les risques locatifs et leur responsabilité civile. Ces assurances devront être souscrites auprès de compagnies solvables et les occupants devront fournir chaque année à TPM, une attestation de leur compagnie d'assurance.

3.2.15 – Emplacement poubelles

Les services techniques de la Mairie de Saint-Mandrier mettent à la disposition des occupants qui en font la demande des containers situés à l'entrée du site.

Chaque occupant amène et reprend ses containers à l'entrée du site et est responsable du transfert des déchets de ses locaux jusqu'à cet emplacement.

Les services techniques de la Mairie de Saint-Mandrier assurent la gestion et la maintenance de ces dernières.

Le ramassage des cartons et plastiques est organisé par les services de la Mairie de Saint Mandrier. Chaque occupant devra prendre connaissance du calendrier de passage et s'y conformer.

Un ramassage des objets encombrants est organisé par la Mairie de Saint Mandrier sur rendez-vous.

3.2.16 – Branchement électrique

Pour les lots occupés par des entreprises dont l'activité demande une puissance supérieure à 250 kVA, TPM installe le poste transformateur privé et le compteur (tarif vert) de chaque lot, le locataire choisissant librement son prestataire.

Pour les lots ou espaces occupés par des locataires demandant une puissance inférieure à 250 kVA (tarif jaune), ils seront raccordés à un poste transformateur public installé par ErDF. Le prestataire choisi par le locataire prendra en charge l'installation du compteur individuel.

3.2.17 – Branchement gaz

Le propriétaire installe le compteur de chaque lot, le locataire choisissant librement son prestataire. Toute demande de raccordement supplémentaire, intervenant après les travaux de mise en œuvre du réseau principal, devra se faire auprès de GrDF par le locataire à ses frais.

3.2.18 – Branchement Eau

Un coffret d'alimentation en eau avec compteur individuel est installé par le propriétaire et mis à disposition de chaque locataire.

REGLEMENT INTERIEUR

SECTION 4 - Charges

L'entretien et le nettoyage des extérieurs, des voiries communes intérieures, de la clôture générale périphérique et des portails d'accès sont sous la responsabilité du propriétaire, et à la charge de TPM. La maintenance de l'ensemble des réseaux eau, électricité, incendie, jusqu'à l'arrivée sur chacun des lots est à la charge de TPM. Les réseaux des lots et leur maintenance sont à la charge des occupants.

4.1 Charges communes

Il s'agit principalement des charges suivantes (énumération non limitative) :

- Honoraires et frais du gestionnaire
- Rémunération du personnel de service
- Contrats d'assurances souscrits par TPM
- Contrats d'entretien et de maintenance souscrits par TPM
- Contrats de gardiennage (prestation assurée pendant la période initiale d'aménagement du parc)
- Éclairage, nettoyage, entretien des extérieurs communs
- Entretien et réparation des locaux à usage communs
- Entretien et réparation ou remplacement de l'installation électrique à usage commun
- Entretien et réparation des portails d'entrée
- Entretien et réparation de la voirie et de la signalisation
- Entretien des espaces verts communs
- Entretien extérieur des clos couverts à l'exclusion du bâtiment de commandement et des hangars H1 à H5
- Mise en place et entretien de la signalétique du panneau d'information à l'entrée du site et du totem

4.2 Charges spécifiques

4.2.1 - Consommation d'électricité

Dès la mise en œuvre des nouveaux réseaux secs réalisés par TPM, l'abonnement et la consommation seront directement facturés à chaque l'occupant par son fournisseur d'énergie.

Toutes les consommations relevées avant le raccordement des locaux au réseau public d'électricité feront l'objet d'une facturation de TPM à chaque occupant.

4.2.2 - Consommation d'eau

Les charges d'eau relevées au compteur du lot prévu au § 3.2.18, seront affectées à l'occupant du lot. Pour le compteur d'eau du réseau incendie, la consommation sera répartie entre les occupants au prorata des m² de bâti et de non bâti.

Chaque occupant supportera les dépenses indiquées par son compteur individuel ainsi que la redevance pour l'entretien, la location et les réparations éventuelles du compteur. La différence existant entre la totalité des consommations individuelles et celles relevées au compteur général sera répartie en fonction des m² de chaque lot.

L'ensemble fera l'objet d'une facturation de TPM à chaque occupant jusqu'à la mise en place du nouveau réseau pour lequel il devra contracter avec le fermier de la commune.

4.2.3 - Sécurité et protection incendie

Le contrôle technique annuel des installations électriques et du matériel de lutte contre l'incendie, des parties communes et privatives, sera prévu par TPM conformément à la législation en vigueur.

Les occupants seront seuls responsables de la sécurité intérieure de leurs lots et devront assurer leur propre contrôle technique des installations. Ils veilleront à mettre en œuvre un système de sécurité incendie en conformité avec la législation spécifique à leur activité, étant entendu que la centrale d'alarme devra intégrer la possibilité d'être reliée aux autres centrales situées dans les autres parties du bâtiment. Le choix de la centrale devra être soumis à l'approbation de TPM.

Le contrôle technique annuel de TPM et celui du locataire comprendra :

- La vérification des installations électriques
- La vérification des trappes de désenfumage
- La vérification des extincteurs et des lances incendie
- La vérification des bornes incendie
- La vérification des systèmes d'alarme incendie
- La vérification de la réglementation en matière de lutte contre l'incendie

4.2.4 – Chauffage et climatisation

Les contrats de maintenance relatifs au chauffage et à la climatisation seront souscrits par les occupants.

4.2.5 – Ascenseur

Le contrat de maintenance relatif à l'entretien des ascenseurs, lorsqu'ils existent, sera réparti à la charge des occupants qui sont desservis.

4.2.6 – Terre-pleins

Les occupants bénéficiant de parcelles de terrain prennent en charge au mieux de leurs besoins et de leurs activités, les aménagements et le traitement des sols des terre-pleins et la récupération des eaux pluviales et industrielle, avec le système de traitement des eaux adéquat de ces terre-pleins, ainsi que leur maintenance.

4.3 – Répartition et règlement

Sous réserve de la production des justificatifs correspondants, les occupants sont tenus de participer aux charges entraînées par les services collectifs et les éléments d'équipement

commun au prorata des surfaces utiles de chaque lot. Ils participent aux charges relatives à la conservation, à l'entretien des parties communes.
Ces charges sont réglées en fin d'exercice sur la base des dépenses réellement engagées par TPM.

REGLEMENT INTERIEUR

SECTION 5 – Administration du site

TPM se charge de la gestion du site.
Elle se réserve le droit d'attribuer cette gestion à un mandataire ou prestataire.

5.1 - Administration et gestion du site

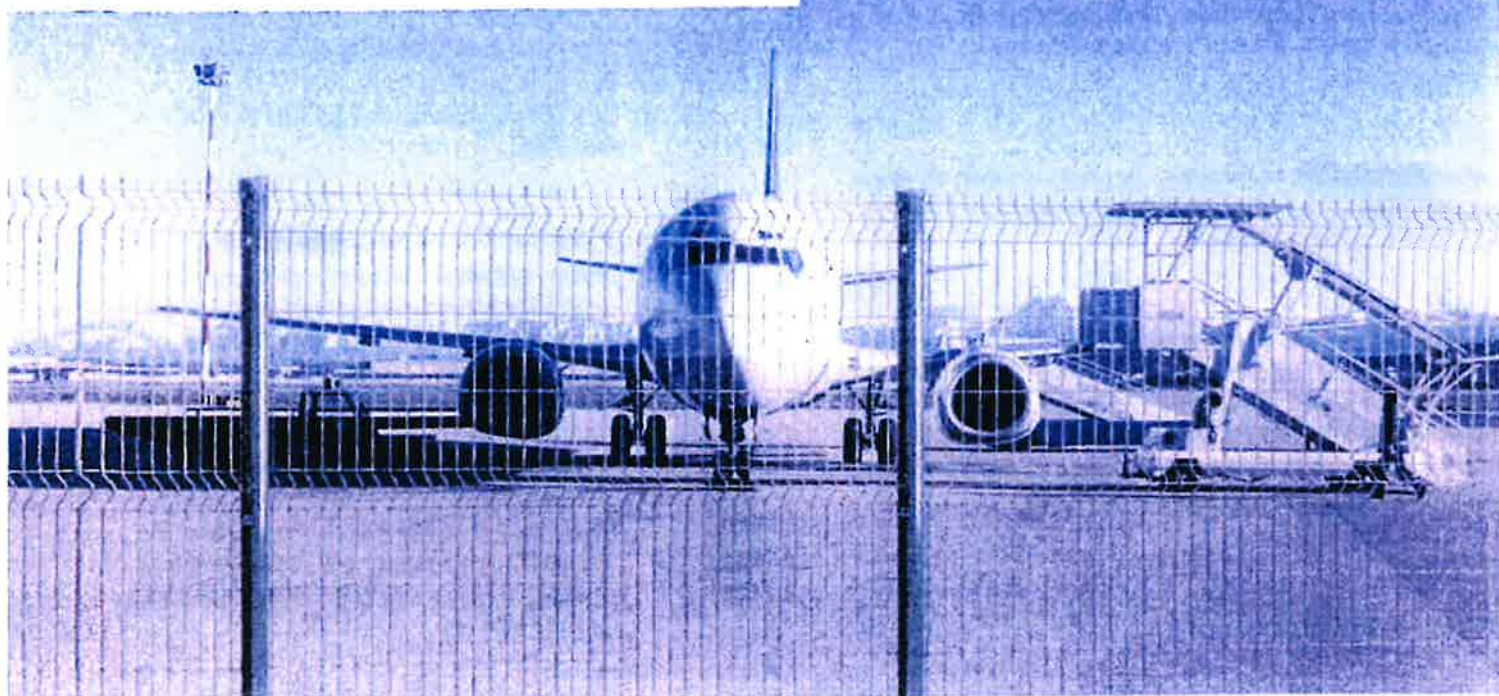
TPM veillera à la tranquillité et à la propreté du site et au fonctionnement de ses services.
Elle procédera à tous encaissements et elle effectuera tous règlements afférents au site.
Elle établira et tiendra à jour une liste des occupants.
Elle préparera un budget prévisionnel annuel.
Elle établira les appels de loyers, de charges locatives et de taxe foncière. Elle procédera également à la refacturation des consommations d'eau et d'électricité des occupants jusqu'à la neutralisation des réseaux marines.

Sur la base des principes contenus dans le règlement intérieur, TPM pourra procéder à l'établissement d'une ou plusieurs réglementations destinées à assurer le bon fonctionnement des parties communes, des services collectifs et des éléments d'équipement communs, qui s'imposeront à tous les occupants au même titre que le présent règlement intérieur.

5.2 - Pouvoirs d'exécution et représentation.

TPM désigne, au sein de la Direction du Développement économique, un correspondant qui sera son représentant officiel vis-à-vis des occupants et des tiers. Celui-ci sera assisté d'un gestionnaire de site qui sera l'interlocuteur au quotidien des occupants.
Le correspondant et le gestionnaire du site veilleront au respect des dispositions du règlement intérieur.
Notamment, ils feront, en lien avec les services compétents de TPM, le cas échéant, toutes diligences, prendront toutes garanties et exerceront toutes poursuites nécessaires pour le recouvrement des parts contributives des occupants aux charges communes.

Fiche technique clôture



ATOUTS

Rigidité

Les panneaux, en treillis soulé à mailles rectangulaires, sont pourvus de renforts horizontaux sous forme de plis qui garantissent une rigidité maximale.

Longue durée de vie

La technologie de revêtement Betafence appliquée au panneau procure une longue durée de vie. Une couche d'adhérence est appliquée après la galvanisation pour assurer une totale adhésion de la couche de PVC.

Excellent rapport qualité/prix

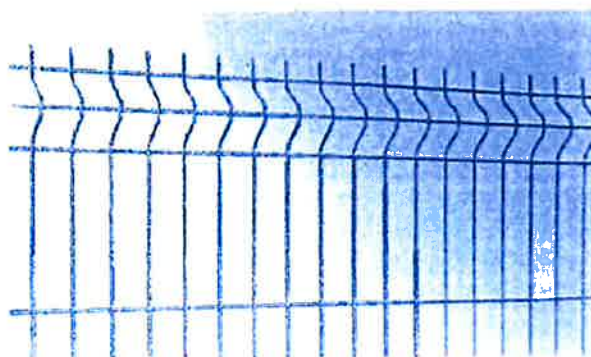
Le système **Betafence** allie une qualité optimale à un prix compétitif.

Système complet

Le système se compose de panneaux de différentes hauteurs à poser sur poteaux carrés **Betafence** ou poteaux **Betafence** avec système de fixation spécifique, ou sur poteaux **Betafence** sans accessoire. La gamme est complétée par un grand choix de portails pivotants et coulissants.

Applications

Usines
Entrepôts
Domaines militaires
Chemins de fer
Routes
Autoroutes
Aéroports



Panneaux

Les panneaux ont une largeur de 2500 mm et existent en plusieurs hauteurs de 1030 à 2430 mm. Les panneaux sont pourvus de picots de 30 mm d'un seul côté. La pose peut s'effectuer avec les picots en partie haute ou en partie basse. Les plis confèrent au panneau une rigidité supplémentaire.
Dimension des mailles : 200 x 50 mm avec plis de 100 x 50 mm
Diamètre du fil : 5 mm

Portails

Le système **Bekafast** est complété par des portails de haute technologie **Bekafast** des portails pivotants à simple ou double vantaux, coulissants sur rail et coulissants autoportants.

Revêtement

Nos panneaux sont fabriqués à partir de fils galvanisés. Un procédé de prétraitement garantit une adhésion parfaite du revêtement PVC en surface. Les poteaux sont faits de tubes soudés, galvanisés à l'intérieur et à l'extérieur (épaisseur de couche minimale 275 g/m², 2 faces combinées) selon la norme européenne 10326. On applique ensuite une couche d'adhésion et enfin une couche de polyester (épaisseur min. 60 microns).

Couleurs

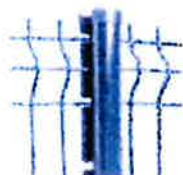
Vert

Autres coloris impossibles.

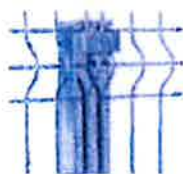
Poteaux



Les panneaux sont fixés dans les feuillures verticales du poteau grâce à des clips en polyamide ou des clips métalliques plastifiés. La sécurité des pièces de fixation métalliques peut être renforcée par un système de boulons. Les poteaux en tube soudé en forme 'H', (70 x 44 mm) sont munis d'un capuchon en matière synthétique.



Fixation latérale des panneaux **Bekafast** sur les poteaux Bekafast sans accessoire. Les plis des panneaux sont parfaitement tenus dans le profil du poteau. Les poteaux Bekafast (60 x 53 mm) sont munis d'un capuchon en matière synthétique.



Les panneaux se fixent sur la partie frontale des poteaux à l'aide de pièces de fixation et de boulons de sécurité. Les poteaux tubulaires soudés, de forme carrée (60 x 60 x 1,50 mm), sont dotés d'inserts pour la fixation des panneaux et sont munis d'un capuchon en plastique.

ASSORTIMENT

Hauteur de la clôture en mm	Dimensions des poteaux en mm	Nombre de plis par panneau	Longueur recommandée des poteaux en mm
1030	2500 x 1030	2	1500
1230	2500 x 1230	2	1700
1530	2500 x 1530	3	2000
1730	2500 x 1730	3	2200
1930	2500 x 1930	3	2400
2030	2500 x 2030	4	2600
2430	2500 x 2430	4	3200